



## Résumé de la discussion en ligne sur

**La participation politique des femmes : une condition préalable fondamentale à l'égalité des sexes, à la démocratie et à la réalisation du Programme de développement durable de 2030**

**Mars 2017**



## MESSAGE DE LANCEMENT

En septembre 2015, 193 États membres de l'ONU ont adopté à l'unanimité un nouveau programme mondial visant à mettre fin à la pauvreté d'ici 2030 et à construire un avenir durable pour tous. Les objectifs de développement durable (ODD) de 2030 comprennent un objectif spécifique visant l'égalité sexes, à travers notamment l'éradication des discriminations et violences à l'égard des femmes et des filles et l'égalité dans les opportunités et la participation dans toutes les sphères de la vie.

La promotion de la participation politique des femmes est cruciale pour la réalisation des ODD. C'est pourquoi l'une des cibles pour l'objectif 5 est de « **Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique** » (ODD Cible 5.5).

Cette discussion en ligne vise à consulter les diverses parties prenantes au sujet de leurs expériences d'utilisation du Programme de développement durable comme feuille de route et instrument pour que la participation politique des femmes soit maximisée aux niveaux mondial, national et local. Elle se tiendra du **09 janvier au 12 février 2017** et sera modérée sur le site d'iKNOW Politics. Les représentants d'organisations internationales, d'organisations de la société civile, de gouvernements et de milieux universitaires sont invités à apporter leur expertise et leurs expériences et à répondre à une ou plusieurs des questions ci-dessous. Les contributions soulignant les partenariats innovants et les mécanismes de responsabilisation mis en place pour atteindre l'objectif 5.5. sont encouragées. L'équipe d'iKNOW Politics et ses partenaires attendent avec intérêt un exercice informatif de partage de connaissances sur ce sujet.

**[Veuillez cliquer ici pour accéder à la note conceptuelle complète de cette e-discussion.](#)**

### QUESTIONS

1. Quels sont les principaux acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme de développement durable dans votre pays ?
2. Quel est le rôle des gouvernements nationaux et locaux dans la mise en œuvre localisée de la cible 5.5 ?
3. Quels sont les principaux défis à relever par les pays pour la mise en œuvre et le suivi de la cible 5.5 ?
4. Quelles sont les mesures requises et prises pour aligner les lois nationales et les plans de développement sur la cible 5.5 ? Quelles mesures de responsabilisation et de mise en œuvre sont en place ? Par qui sont-elles prises ?
5. Quel est le rôle des organisations de la société civile dans la mise en œuvre et le suivi de la cible 5.5 en particulier ? Existe-t-il un mécanisme de consultation pour encourager le dialogue avec les gouvernements et les organismes internationaux ?
6. Connaissez-vous des projets ou des formations spécifiques à un pays/région pour atteindre la cible 5.5 ?

### CONTRIBUTIONS

Du 9 janvier au 12 février 2017, iKNOW Politics a organisé une discussion électronique sur [La participation politique des femmes : une condition préalable fondamentale à l'égalité des sexes, à la démocratie et à la réalisation du Programme de développement durable de 2030](#). Quatorze experts d'Amérique latine, de la région arabe et d'Afrique subsaharienne ont participé au débat en ligne et ont soumis des contributions.

Cette discussion en ligne a recueilli 14 contributions : 2 en arabe, 7 en anglais, 1 en français et 4 en espagnol. Composés d'hommes politiques, de membres d'organisations de la société civile, d'étudiants et de représentants d'institutions gouvernementales, les participants ont souligné l'importance de la société civile pour assurer un suivi de qualité des ODD et de l'ODD 5 en particulier. Plus de détails sur les experts et leurs contributions sont fournis ci-dessous :

1. [Agripinner Nandhego](#) (ONU Femmes **Ouganda**) : Fournit des exemples du Parlement ougandais et de l'Association parlementaire des femmes ougandaises (UWOPA).
2. [Aida Mahmoud Nouredine](#) (Avocate et activiste des droits des femmes, **Égypte**) : Donne un aperçu des différents mécanismes de consultation avec le gouvernement en Egypte qui permettent le suivi de la cible 5.5.
3. [Amin Aassi](#) (représentant du Ministère des affaires des femmes, **Palestine**) : Décrit le travail développé par le Ministère des affaires des femmes de Palestine, qui dirige la mise en œuvre de l'ODD 5 en Palestine.
4. [Catherine Watuka](#) (Directrice exécutive de WUSETE et Experte d'iKNOW Politics, **Kenya**) : Elabore les liens entre l'égalité entre les sexes et d'autres questions de développement et évoque le rôle des groupes de pression féminins.
5. [Deyanir Galindo](#) (INE **Mexique**) : Expose les différentes initiatives mises en place par les autorités mexicaines afin d'accroître la participation des femmes à la vie politique.
7. [Membre d'iKNOW Politics « AB9 »](#) : Souligne l'importance du gouvernement local dans la mise en œuvre des ODD.
8. [Membre d'iKNOW Politics « Adham Ehab »](#) : Suggère des séminaires et des campagnes de sensibilisation dans les zones rurales pour promouvoir le rôle des femmes dans la vie politique.
9. [Membre d'iKNOW Politics «Alexajl»](#) (Étudiante à l'Université de Cincinnati, **États-Unis**) : Décrit l'efficacité des quotas comme outil pour accroître la participation politique des femmes à tous les niveaux.
10. [Membre d'iKNOW Politics « Eslam »](#) : Estime que l'accroissement de la participation politique des femmes peut être mieux réalisé en impliquant toutes les parties prenantes, y compris les parlements, les gouvernements, la société civile et les organisations internationales.
11. [León Huaranca](#) (Red de Combres Contra la Violencia, **Pérou**) : Analyse l'importance du changement culturel et insiste sur l'éducation des hommes et des garçons afin de réduire les comportements sexistes.
12. [Marie Misukyo](#) (activiste de la société civile de la **République démocratique du Congo**) : Donne un aperçu de la pertinence de l'autonomisation politique des femmes afin de résoudre des problèmes tels que la violence sexiste, le développement, etc.
13. [Marta Gaba](#) (Transparencia Electoral, **Argentine**) : Détaille le rôle joué par les organisations de la société civile en Argentine pour la mise en œuvre réussie de la cible 5.5.
14. [Rumbidzai Kandawasvika-Nhundu](#) (Directeur de programme à International IDEA et Experte d'iKNOW Politics, **Suède**) : Souligne la pertinence de l'ODD 5 comme outil puissant pour éliminer les inégalités entre les sexes dans le monde.
15. [Teresa Chara de los Ríos](#) (Directeur régional de production dans la Région de Huánuco, **Pérou**) : Interagit avec León Huaranca, en créant un débat sur l'importance des hommes comme agents actifs pour l'égalité des sexes.

## RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION

iKNOW Politics remercie tous ses membres et experts qui ont pris le temps de répondre aux questions de cette discussion électronique et de partager leurs expériences, leurs pratiques et leurs recommandations. Veuillez trouver le résumé de leurs contributions ci-dessous.

### Les principaux acteurs impliqués dans l'exécution de l'Agenda 2030 dans chaque pays

Les participants sont généralement d'accord sur la nécessité d'engagements énergiques, tant politiques que budgétaires, des gouvernements pour rendre possible l'exécution de l'Agenda 2030. Parfois, ces engagements se présentent sous la forme d'organismes d'État mais aussi sous la forme de plans et de cadres d'action nationaux ou régionaux.

En **Ouganda**, le Parlement ougandais a adopté la Loi sur les finances publiques qui prévoit une attestation d'égalité des sexes délivrée aux ministères et aux secteurs qui respectent l'égalité entre les sexes dans leurs budgets avant leur adoption par le Parlement. Chaque année, les différents budgets sont examinés pour voir s'ils respectent cette exigence. Les principaux acteurs actifs dans la réalisation du programme de développement durable en **Égypte** sont tous les ministères, en particulier le Ministère de la planification et du Mécanisme national pour les femmes, ainsi que toutes les unités d'égalité des chances au sein des différents ministères et les unités de genre de certains ministères. Dans le cas de la **Palestine**, le Ministère des affaires des femmes est considéré comme l'acteur officiel du pays en termes de mise en œuvre de l'ODD 5. Ce ministère travaille également en partenariat avec toutes les institutions gouvernementales et les syndicats nationaux compétents. Au **Mexique**, il existe différents organismes et programmes gouvernementaux consacrés à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et, en particulier, de la cible 5.5. Ainsi, au sein du pouvoir exécutif, trois acteurs clés participent au suivi et à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 :

1. Secrétariat des affaires étrangères
2. Secrétariat du développement social
3. Institut national des femmes (INMUJERES)

Cette dernière agence, INMUJERES, a un mandat spécifique visant à promouvoir et soutenir les femmes dans tous les domaines, y compris la santé, le développement social, l'éducation, la législation. L'agence a promu une série de programmes et a travaillé avec différentes entités de la République Fédérale pour l'adoption de lois sur l'égalité entre les sexes et la protection contre les actes de violence. Pour plus d'informations, veuillez vous référer à une interview d'iKNOW Politics avec la Présidente d'INMUJERES, [Lorena Cruz](#) de novembre 2016.

Les organes législatifs mexicains ont promu une série de lois qui soutiennent également les femmes de façon transversale. Au Congrès fédéral, les deux chambres de sénateurs et de députés ont des commissions consacrées aux questions des femmes. Ces commissions se penchent également sur les affaires des femmes migrantes, des femmes autochtones et des droits sociaux des femmes. En matière électorale, l'Institut national électoral (INE), ainsi que le Tribunal électoral fédéral (TEPJF), ont mis en place plusieurs dispositions, comme un quota imposant aux partis politiques de présenter 50% de chaque sexe au sein des candidatures. Une amende a récemment été imposée à diverses parties qui ont choisi de ne pas participer aux élections faute d'avoir respecté le quota. Malgré cette loi, les élections intermédiaires de 2015 pour la Chambre des députés ont abouti à l'élection de 217 femmes et 283 députés. Par contre,

peu de progrès ont été réalisés au niveau sous-national dans les administrations locales, les mairies et les congrès.

L'INE-Mexique a pris une série d'actions internes afin de promouvoir l'égalité entre les sexes, de réduire la violence basée sur le genre et d'assurer un équilibre dans la prise de décision et la participation :

- Parmi les changements au financement public de 2008-2009 que chaque parti politique reçoit, 3% devraient être consacrés à des activités qui favorisent la participation politique des femmes. L'INE est responsable de la distribution des fonds publics aux partis politiques et du suivi de leurs dépenses. Des sanctions peuvent être imposées si l'utilisation des fonds est jugée inappropriée.
- En 2013, comme mesure d'action positive, 100 sièges au sein du Service professionnel national ont été réservés aux femmes. Bien que la proportion globale reste déséquilibrée, cette mesure a rétréci l'écart entre les sexes.
- Avec la réforme de 2014, l'INE a choisi les membres des conseils électoraux locaux (chacune des 32 entités fédérales disposant d'un institut électoral), en respectant la parité entre les sexes Il y a environ 112 femmes conseillères électorales et 112 femmes conseillères.
- Au sein même de l'INE, l'Unité technique pour l'égalité des sexes et la non-discrimination a été créée afin de promouvoir une série de mesures comme la prestation de cours de formation avec une perspective de genre à tous les membres du personnel - aux niveaux technique, administratif et exécutif - pour les membres du service national électoral.
- Élaboration d'un protocole contre le harcèlement sur le lieu de travail et le harcèlement sexuel incluant la définition des termes, des cas et des mécanismes d'identification et présentation des plaintes.
- Dans le cas des programmes de coopération internationale, les questions de genre font partie d'une analyse transversale sur des questions générales.
- L'INE, par l'intermédiaire de la Direction exécutive de la formation électorale et de l'éducation civique (DECEyEC), travaille avec diverses organisations de la société civile pour promouvoir la participation politique des femmes. Ces actions comprennent l'embauche de femmes en tant que formatrices de citoyens qui serviront d'officiers électoraux dans les bureaux de vote, de fonctionnaires, etc. L'INE développe aussi des programmes généraux et organise des appels et des concours avec des organisations de la société civile.

### [Le rôle des gouvernements nationaux et locaux dans la localisation de la cible 5.5](#)

Les participants au débat électronique sont généralement d'accord sur l'importance de traduire les progrès réalisés au niveau mondial aux niveaux national et local. La mise en œuvre au niveau local permet des changements transformateurs dans le statut des femmes et des filles, ce qui permet de changer leur position dans la société d'une manière plus durable.

Dans le cas de l'**Égypte**, on fait valoir que le gouvernement devrait envisager de supprimer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes tant dans la loi que dans le patrimoine culturel masculin et patriarcal. Il s'agit notamment d'adopter des politiques de prévention, de protection et d'intervention pour mettre fin à la violence faite aux femmes et prendre les mesures nécessaires pour autonomiser les femmes économiquement en éliminant par exemple les défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes ainsi que le reste des disparités entre les sexes. Une participante d'Égypte soutient que les femmes doivent avoir accès aux mêmes opportunités que les hommes et doivent être capables d'assumer

plus de postes de direction. En effet, malgré l'augmentation de la représentation numérique des femmes au Parlement, les femmes sont presque inexistantes dans les comités importants. Bien que de nombreuses femmes aient fait leurs preuves en tant que gouverneurs adjoints, aucune femme n'a occupé le poste de gouverneur<sup>1</sup>. Dans le cas de la **Palestine**, le gouvernement palestinien a formé un comité national chargé de suivre la mise en œuvre de l'agenda politique national. Le ministère des Affaires des femmes est membre de ce comité et dirige les travaux liés à l'ODD 5. Le ministère a mis en place un comité technique chargé de suivre la mise en œuvre de l'objectif avec tous les partenaires concernés.

### Les mesures prises pour harmoniser les législations nationales avec la cible 5.5

L'Association parlementaire des femmes de l'**Ouganda** (UWOPA), avec le soutien de différents partenaires au développement, participe à la sensibilisation des communautés locales pour surveiller la mise en œuvre des lois et les sensibiliser à ces lois. Cela s'est avéré efficace et, par conséquent, un certain nombre de mesures ont été mises en place pour combler les lacunes. Les groupes de pression des femmes sont considérés comme des facteurs clés au **Kenya** parce qu'ils veillent à ce que les lois alignées sur la cible 5.5 soient présentées et débattues au Parlement.

Les participants s'entendent sur le fait qu'en dépit de la présence d'accords, d'instruments et de déclarations internationaux sur l'égalité des sexes, ils ne sont pas toujours aussi efficaces qu'ils devraient l'être. Dans le cas de la **Palestine**, un comité créé par une décision du Président a permis au Conseil des ministres de prendre des décisions harmonisant tous les accords signés, y compris la CEDAW.

### Les défis à relever pour la mise en œuvre et le suivi de la cible 5.5

L'une des principales conclusions de cette discussion en ligne est que la cible 5.5 ne peut être mise en œuvre ou suivie de manière adéquate sans tenir compte d'autres domaines pertinents de l'égalité des sexes. Il s'agit notamment de la discrimination fondée sur le sexe dans la législation et la pratique, de la violence à l'égard des femmes et des filles, et de la participation et de la représentation inégales des femmes dans les processus de prises de décisions privées et publiques.

Parmi les mesures clés nécessaires pour parvenir à la mise en œuvre réussie de la cible 5.5, il convient notamment de s'attaquer aux inégalités entre les sexes au sein des partis politiques et autres institutions privées et publiques. Ainsi, les participants soulignent la nécessité d'établir des règles et règlements internes tenant compte des sexospécificités au sein de ces institutions. Dans ce sens, l'un des défis clés restants consisterait à montrer ce qu'apportent les femmes en jouant un rôle visible et instrumental dans la construction de la démocratie et, en particulier, en tant qu'électrices et membres de partis politiques.

L'**Ouganda** met actuellement en œuvre des dispositions pour s'assurer que les budgets tiennent compte des sexospécificités. Cependant, il y a un défi lié à la capacité insuffisante des députés d'analyser ces budgets dans une perspective de genre. ONU Femmes a aidé plusieurs partenaires à travailler avec les députés à la mise au point d'outils d'analyse et à la budgétisation de leurs capacités.

Un contributeur **palestinien** a signalé des difficultés supplémentaires dans la mise en œuvre de l'ODD 5 liées à la situation politique actuelle et aux limitations subséquentes de la capacité de l'État.

---

<sup>1</sup> Cette [contribution](#) a été soumise le 22 janvier 2017. La [première femme gouverneure en Egypte](#) a été nommée le 16 février 2017.

## Le rôle des organisations de la société civile dans la mise en œuvre et le suivi de l'objectif 5.5.

Il existe un consensus dans le débat électronique autour de l'idée que la cible 5.5, qui vise à assurer une prise de décision complète et efficace des femmes, pourrait avoir un impact potentiel sur la réalisation d'autres cibles de l'ODD 5, comme mettre fin à la violence basée sur le genre et la discrimination. Il existe également un consensus sur le rôle joué par la société civile comme acteur nécessaire pour la mise en place de politiques éducatives tenant compte des sexospécificités. Une contribution du **Kenya** souligne l'importance du travail des femmes dans l'organisation communautaire pour les droits des femmes. Une contribution d'**Égypte** résume en cinq points le rôle des organisations de la société civile dans la mise en œuvre et le suivi de la cible 5.5 :

1. Faire le suivi de la mise en œuvre de l'Etat de ce qui a été prévu dans son plan concernant l'objectif 5.
2. Faire le suivi des mécanismes, des politiques et des lois qui ont été décidés et évaluer leur mise en œuvre.
3. Mettre à la disposition des décideurs des rapports sur le suivi, l'évaluation et les recommandations.
4. Associer les institutions de l'Etat à la mise en œuvre de l'objectif.
5. Les organisations dotées d'un statut consultatif auprès des Nations Unies peuvent fournir des rapports parallèles aux comités compétents pour atteindre cet objectif, comme le Comité des femmes, le Comité de la CEDAW et le Conseil international des droits de l'homme.

Dans le cas de la **Palestine**, un représentant du Ministère des affaires des femmes souligne qu'il y a un partenariat complet entre le gouvernement et les organisations de la société civile pour tout ce qui est lié à l'objectif 5.

Les stéréotypes culturels peuvent également entraver la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Les contributions du **Pérou** ont souligné l'importance du système éducatif comme outil de changement de ces stéréotypes. Le Réseau des hommes contre la violence d'Ica (Pérou) travaille à promouvoir le comportement démocratique et les attitudes envers la participation politique des femmes. Le Réseau vise à changer les stéréotypes sociaux et à renforcer les masculinités favorables à l'égalité des sexes, mais les restrictions financières rendent son mandat difficile. L'initiative a suscité un débat parmi les participants de la discussion en ligne et a stimulé l'intérêt d'autres contributeurs péruviens intéressés par la diffusion des activités du réseau dans tout le pays.

En **Argentine**, l'ONG [Transparence électorale](#) travaille sur des questions liées à la participation politique des femmes. En 2016, cette organisation a lancé un [diplôme sur la parité et la participation politique](#) avec un corps enseignant international qui tente de motiver, d'habiliter et d'informer les étudiants sur l'importance de l'autonomisation politique des femmes. Transparence électorale a également lancé un site web sur les actualités électorales comportant une [chronique hebdomadaire sur la participation électorale des femmes](#). Toutes ces initiatives ont le même objectif : éduquer les femmes et les hommes sur l'importance de l'autonomisation politique des femmes.

Formations et projets nationaux et régionaux visant à atteindre la cible 5.5.

Il a été souligné qu'en **Ouganda**, il y a une volonté politique de promouvoir l'égalité des sexes, bien qu'il existe des projets de loi sur l'égalité des sexes qui ont stagné pendant une longue période. En **Égypte**, il existe divers mécanismes de consultation avec le gouvernement, tels que la réunion ministérielle de coordination concernant le programme de développement durable avec les différents ministères par le biais du Conseil national de la population. Il existe également des formations sur le renforcement des capacités des femmes et des jeunes sur la participation politique, en particulier par certaines organisations locales de la société civile et le Conseil national pour les femmes. Certains contributeurs affirment qu'il y a un manque de coopération régionale pour atteindre la cible 5.5. Le participant de **Palestine** a fait part de son inquiétude particulière à savoir qu'aucun mécanisme actuel ne permet de savoir ce qui se fait dans d'autres pays de la région. Un participant de la **République démocratique du Congo** a souligné l'importance de la mise en œuvre du « Document stratégique pour la réduction de la pauvreté et la croissance » du gouvernement, afin de promouvoir l'autonomisation politique des femmes dans des domaines stratégiques à tous les niveaux.